



Monsieur le Secrétaire d'Etat, Mesdames et Messieurs, chers collègues,

Comme développé dans la lettre unitaire du 27 mai, la CGT demande la modification de l'agenda social avec une programmation du CCFP consacré au bilan de la crise sanitaire le 5 juin. Il serait en effet aussi illogique qu'inacceptable de reprendre l'agenda social sans commencer par un travail sur les enseignements à tirer de la crise.

Nous avons pris connaissance des annonces de revalorisation des salaires à l'hôpital mais nous avons aussi compris qu'elle pourrait être conditionnée à la révision du régime du temps de travail et donc à la remise en cause des 35h. C'est pour nous l'occasion de vous redire que nous sommes évidemment pour des augmentations de salaire dans toute la FP - et donc pour une augmentation de la valeur du point d'indice - mais que nous refusons toute forme de remise en cause des 35h, a fortiori à l'hôpital.

Nous avons aussi entendu les annonces de revalorisation des enseignants, et nous vous disons qu'elles vont dans le bon sens si elles ne s'inscrivent pas dans une logique de saucissonnage catégoriel de la Fonction publique. Ce sont tous les agents qui méritent une reconnaissance de leur travail et c'est toute la Fonction publique qui pâtit des politiques d'austérité salariale avec lesquelles il est urgent de rompre.

Nous souhaitons d'ailleurs évoquer aujourd'hui les rumeurs de décorrélation de la valeur du point qui se font de nouveau jour. Nous réaffirmons que cette hypothèse est absolument inacceptable. Injuste autant que dangereuse, une telle mesure serait attentatoire à l'unicité de la Fonction publique, qui est la condition de sa force et de sa capacité d'adaptation.

Nous sommes de nouveau contraints de répéter ce jour, mais c'est de la responsabilité du gouvernement et des employeurs, que nos collègues font trop souvent face à la pénurie d'équipements de protection, dont nous demandons de nouveau la gratuité.

Nous sommes aussi de nouveau contraints de vous signaler que les organismes de représentation sont trop souvent ignorés mais nous sommes lucides sur le fait que cela découle aussi de signaux politiques lancés par le gouvernement sur son absence de considération pour les personnels et leurs représentants syndicaux. A cet égard, nous nous devons de relever qu'il est insensé que la seule organisation qui ait pu s'exprimer lors de l'ouverture du Ségur de la Santé soit la troisième organisation syndicale de la FPH ! Il est vrai que la pilote du Ségur de la Santé ne peut qu'avoir un faible pour ladite organisation. Cet incident vient en tout cas confirmer nos craintes quant à sa totale partialité. Tout cela est parfaitement indigne.

Enfin, puisque nous sommes le 2 juin, nous demandons que la prolongation des ASA garde d'enfants soit confirmée de la manière la plus précise et générale auprès de l'ensemble des employeurs pour les nombreuses situations où les enfants ne peuvent être scolarisés ou accueillis en crèche.

../.. suite à télécharger

fichiers:



[Télécharger 2020-06-02-reunion_telephonee_dusopt-orgas-syndicales.pdf](#) (994.7 Ko)

Public: [Infos / actions](#)

[COVID-19](#)

[Fonction publique](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
